



CE DO NC

Bulletin des Elu-es - N° 66

Mars 2013



Déclaration liminaire des élus SUD au Comité Etablissement de Mars 2013

Les intempéries ne sont pas la faute de l'entreprise. Par contre les dispositions à mettre en place pour assurer au mieux la sécurité et la santé des salariés est une prérogative de l'employeur. Nous regrettons le manque d'anticipation des différentes directions durant cette crise car "manager c'est prévoir". Contrairement au Pont Mathilde, la neige était annoncée.

La direction sait nous rappeler à l'ordre sur les communications que nous ferions envers les salariés impactés par des dossiers structurants présentés aux élus du CE. Par contre elle ne s'interdit pas de répandre des rumeurs dans les unités.

Ainsi dans les réunions IRP du CCOR il a été fortement déconseillé de postuler à la Conduite d'Activités de Rouen car elle ne serait pas pérenne. Sur la publiphonie du Havre, le message a été clair avec une annonce de fermeture probable en 2017, et la direction a tenté de rassurer les salariés avec la possible récupération d'activités GTC. Nous regrettons les malencontreuses erreurs de communication qui ne manqueront pas de générer des risques psychosociaux.

Enfin, nous nous interrogeons sur l'absence récurrente de points demandés par les élus SUD à l'ordre du jour. Et là c'est la faute de l'entreprise.

Rapport financier annuel de la médecine du travail

Comme tous les ans et comme cela est obligatoire la direction nous présente un bilan financier de la médecine du travail sur la DONC.

Enfin, surtout un pseudo bilan, car tous les chiffres ne sont que des évaluations de ce coûterait le Service de santé. Comme c'est « *Monsieur National* » qui indique que les frais de téléphone sont de 4000€ par médecin, que les frais de véhicules sont de 63 000€, on ne peut pas trouver cela anormal, dixit la DO. A ces prix- là, on ne s'étonne plus de la difficulté pour France Télécom d'obtenir une habilitation.

Alors que le DO nous fait un discours sur la transparence, il est peut-être temps, que nous soit communiqué le vrai bilan financier du service de santé au travail, avec des données issues de la bonne année de référence, sans mélanger 2012 et 2013 par exemple.

Petite nouvelle en passant, les collègues de la Générale de Téléphone (GDT), filiale d'Orange, sont suivis par nos médecins, peut être qu'un jour ils seront sur la CCNT.

Projet d'adaptation de l'Accueil Relation Clients à l'A.E.

Après le projet Auckland (nouveau modèle de vente) l'année dernière voici que la direction nous a présentée en information le projet Accueil Relations Clients (ARC) qui concerne le Département Service Clients et plus particulièrement le Service Facturation Client pour l'Agence Entreprises Normandie Centre. Malheureusement pour les élus, ce dossier qui a été présenté précédemment en CCUES (en information en février et en consultation le 26 mars) n'est pas identique à celui de la DO NC.

Des incohérences sur la prise d'appels hors horaires ouvertures, la sous-traitance interne et externe. Manque de données sur les effectifs éligibles TPS-TPI*, les recrutements, les primes, la baisse des flux mais reprise d'activités, Enfin, le programme de formation sur 6 à 7 mois reste assez flou. Toutes ces informations que nous aurions dû avoir lors de ce CE, nous seront données le mois prochain lors de la consultation.

Ce ne sera pas facile pour donner un avis dans ces conditions, mais ce n'est pas le souci de la Direction...

**pour info les chiffres CCUES : sur l'ensemble des salariés concernés par le projet soit un total 473 : 156 ont moins de 55 ans, pour le SCF de Rouen sur 39 salariés 17 ont moins de 55 ans. La direction nous parle d'entre aide entre les SCF mais au vu de la durée de la formation et des TPS, le manque de recrutement, ça ne va pas être rose tous les jours.*

N'oubliez pas : La lettre d'information télécom de la fédération SUD :



Information sur le bilan restauration 2011 « Une addition de plus en plus salée pour les salariés »

Certes le cadre général de bon nombre de nos restaurants est en amélioration, rénovation et travaux importants côté cuisine comme dans les salles de restauration. Mais cela ne suffit pas pour faire un bon repas, le coût à l'assiette est en hausse et cela est dû pour la plus grande partie à ces dits travaux. Le salarié lui subit de plein fouet la hausse des coûts alimentaires, FT ne prenant en charge

que les coûts fixes, cette politique qui n'a rien de sociale ne permet pas une réelle étude des coûts globaux d'un repas restaurant par restaurant. L'entreprise comme d'habitude se réfugiant derrière des règles comptables nationales nous invite à remonter le problème au niveau de nos fédérations syndicales. Dans les faits à aucun endroit il n'y a de véritables discussions, FT noyant le poisson « d'Avril » dans une présentation nationale ce qui ne permet pas d'étudier sérieusement la situation. Les coûts moyens et les comparaisons d'une DO à une autre ne sont pas significatifs ; les références de calculs ne sont souvent pas les mêmes. Dans les RIE autres que FT et les RIA les coûts sont souvent estimés, les prestataires répercutent les frais sur les coûts alimentaires que ne prend pas en charge l'employeur : résultat les salariés payent de plus en plus cher. Les comités de restaurants ne sont pas mieux considérés et sont trop souvent écartés et n'ont pas les moyens de contrôler les tarifs pratiqués dans nos restaurants.

Le menu ardoise mis en place pour offrir un repas à un prix abordable n'est pas la solution espérée, en effet celui-ci est trop restrictif (un seul choix de plat) le bilan demandé sur cette prestation ne nous est toujours pas présenté dans le bilan 2011.

La commission ASC a dénoncé les conditions de travail du personnel des restaurants, pas toujours améliorées malgré les travaux effectués, ainsi que la baisse de la qualité de restauration (restaurant de Caen Venois et Carpiquet). Nous espérons que cet aspect des choses sera mieux pris en compte sur le site de Tours dans le cadre du projet immobilier sur cette ville. Le dossier sur Rouen ayant été traité d'une manière désastreuse par la direction (qui au passage c'est affranchie de la gestion du RIE (externalisation de la gestion de celui-ci) par l'ouverture d'un RIE où seul FT est présent ce qui induit des coûts fixes importants et un déséquilibre de tarifs entre l'ancien RIE (Hasting et le nouveau Carré Maillot) que FT a résolu en baissant son aide sur le restaurant Hasting le dindon de la farce les salariés qui ont subit la décision unilatérale de FT.

« Un goût amer chez orange »

PSD - Plan Schéma Directeur ou Projet Stratégique Dévastateur ?

Depuis Septembre 2012, la Direction Orange abreuve les élus d'arguments qui, pour elle, constituent des évidences : Le 4ème opérateur a ouvert de nouvelles voies dans les usages des clients, une nouvelle vision des

télécommunications, un nouvel éco-système basé sur le low cost.

La réponse de France Télécom Orange n'est donc pas économique mais stratégique !

Il n'est donc pas nécessaire pour les élu-es du CE de se préoccuper des salariés des boutiques et d'anticiper sur les 150 fermetures au national. La stratégie est une posture d'entreprise qui ne peut être débattue, sous peine de passer pour des saboteurs, de "financiariser le travail en rond".

Cependant un grand nombre d'arguments, présents dans les dossiers du Plan Schéma Directeur des boutiques et qui devrait entraîner la fermeture des boutiques de Nogent le Rotrou et d'Evreux Guichainville, posent certaines interrogations. La commission économie et vie des marchés a été saisie par les élu-es qui ont mandaté le cabinet APEX pour assister le CE dans la constitution d'un avis éclairé. La consultation prochaine donnera peut-être lieu à des réponses plus cohérentes que celles données jusqu'ici : à suivre !

Evolution du maillage des boutiques en centres commerciaux de l'agglomération de Rouen

La direction souhaite une présence plus rationnelle des points de vente sur l'Agglomération de Rouen et encore une fois ce n'est pas économique mais... (vous connaissez la suite).

D'ailleurs Mr Portron « ne sais plus comment le dire et comment se rendre intelligible".

Le nouveau maillage des réseaux représente ce que la DO va apporter à l'édifice national en "dédoublonnant" sur les Centres Commerciaux avec pour victimes, tantôt les boutiques France Télécom, tantôt les Générale de Téléphone. Mais le "syndicalisme à la Française" (dixit Mr Portron) freine trop les élans de transformation que l'entreprise se doit de mettre en oeuvre.

Ce sont ces mêmes élans qui mettent des salariés au chômage et qui ont amenés 50 salariés à quitter l'AD en 2012 (sans compter ceux qui ont voulu mais pas pu). Au final à Tourville la Rivière, une boutique AFT agrandie pour être plus "accueillante" et génératrice de sous-sous dans la po-poche, et le transfert du point de vente (GDT) Photo Service vers le centre commercial de Bois Cany en lieu et place de l'agence AFT.

Quant aux onze salariè-es de la boutique FT de Bois Cany, ils sont priés d'aller voir ailleurs : cherchez l'erreur !

Elu(e)s SUD

Titulaires : Annie Multon, Sylvain Boulant, Jean-Pierre Sauvegrain

Suppléants : Laurent Le Deunf, Yannick Le Morvan, Gilles Noël (Trésorier)

Représentant Syndical : Christine Papillon

Sud BN 0231942600 sudptt14@wanadoo.fr **Sud 36-37** 0247851111 sudptt.36-37@wanadoo.fr

Sud HN 0235632020 sudptt.hn@orange.fr **Sud Loiret** 0238837239 sudloiret@wanadoo.fr